



## UNION SYNDICALE DE LA PSYCHIATRIE

52 rue Gallieni 92240 Malakoff  
tél. 01 46 57 85 85 – fax 01 46 57 08 60  
e-mail : uspsy@free.fr – site : www.uspy.fr

### COMMUNIQUE DE PRESSE DU 28 SEPTEMBRE 2006

Depuis le printemps 2004, l'USP s'est engagée avec le collectif national unitaire dans la lutte contre **le projet de loi « dit » de prévention de la délinquance**.

Il s'agissait de dénoncer l'**instrumentalisation de la psychiatrie** et de l'ensemble du sanitaire, de ses acteurs et de ses structures, mais aussi celle des enseignants, des travailleurs sociaux et des éducateurs à des fins de contrôle social.

L'**ensemble des syndicats de psychiatres** s'est depuis le début de l'été mobilisé pour demander le retrait de tous ce qui concerne l'organisation des soins en psychiatrie.

Le conseil de l'Ordre des médecins et la commission nationale consultative des droits de l'homme ont manifesté sans effet leur inquiétude concernant les atteintes au secret professionnel et le « **recul des droits de la personne fragile ou malade** ».

Il s'agissait aussi et surtout pour l'USP de **dénoncer la confusion** entretenue entre délinquance, précarité, fragilité, absentéisme scolaire, santé mentale voire immigration, qui sous-tend l'ensemble des propositions.

**Faut-il dès lors s'étonner de voir apparaître dans la dernière version du projet adoptée le 21 septembre 2006 des articles concernant les gens du voyage et les chiens méchants...**

L'esprit du texte, sa volonté évidente de constituer par association une « image type du supposé nuisible » est ainsi complété et conforté.

Ce projet s'apparente ainsi plutôt à un texte de propagande populiste visant à dédouaner à priori les élus de toute responsabilité politique, par la stigmatisation de millions d'individus.

**La mauvaise foi et le cynisme** sont des armes redoutables, comme nous l'avons vu dans le cadre de la réforme de l'Assurance maladie, avec M. Douste Blazy, le contrôle des chômeurs et le droit du travail avec M. De Villepin, la justice à 2 vitesses avec M. Perben ; **la recherche de bouc émissaire, l'affirmation que des parasites et des profiteurs corrompent le système à chaque fois favorisent le consensus**. L'ennemi est intérieur, c'est votre voisin de palier, celui qui n'a pas l'air de travailler, qui est trop vieux, qui a une drôle de tête ou une drôle de couleur, vous l'avez toujours su... **Peu importe si ces affirmations favorisent la haine, la violence**, les règlements de compte, **c'est ailleurs que cela se passe**, chez les pauvres, les précaires, les vilains tout en **justifiant une nouvelle escalade de la répression. Un tel système, qui se nourrit de la délinquance, du chômage et de la précarité, n'a aucun intérêt à les voir reculer**.

Gageons que lors de la discussion au Parlement, nous découvrirons pour le plus grand plaisir des rédactions l'histoire d'une petite fille tzigane mordue par le chien méchant d'un SDF sans papier sortant d'une hospitalisation d'office et élevé dans un quartier sans vidéo surveillance, régulièrement absent à l'école dont les parents chômeurs, fraudeurs aux allocations familiales avaient pourtant rencontré deux travailleurs sociaux et un psychiatre...

Dans le Puy de Dôme, 68 assistantes sociales résistent encore et toujours à ces tentatives d'instrumentalisation anciennes dans de nombreux départements, au risque de sanctions disciplinaires.

Elles seront avec nous dans le cadre de la mobilisation nationale contre ce projet le 10 octobre 2006. Tout citoyen travailleur ou pas, syndiqué ou pas est concerné par ce projet liberticide.

**TOUS DANS LA RUE LE 10 OCTOBRE**

Pierre Paresys, Président de l'Union Syndicale de la Psychiatrie